

2014/2/2 Abstract: Défense - qu'est-ce que cela veut dire au 21^e siècle ? Un discours tenu le 27 septembre 2013 lors du séminaire international d'automne de Lucerne

Klaus Naumann

L'Europe est largement pacifiée. Des guerres qui pourraient rendre les états victimes d'une agression pouvant mettre leur existence en danger, sont quasiment improbables. La pacification de l'Europe est vraiment la grande performance de l'Union Européenne, performance pour laquelle elle a obtenu à juste titre le Prix Nobel. Néanmoins, cette performance aurait à peine été possible sans la présence de troupes américaines qui fournissaient de la protection vers l'extérieur et qui équilibraient les tensions entre les états européens à partir de la fin de la 2^e Guerre mondiale, il y a plus de 68 ans maintenant. Aujourd'hui, le sujet de défense ne fait pas partie des discussions publiques. Les Etats Unis suivent aussi cette tendance, mais ils ne vont pas commettre l'erreur de s'isoler. Les USA savent que, maintenant et jusqu'à nouvel ordre, ils représentent le seul pouvoir de stabilisation sur la planète, mais ils ne vont plus intervenir pour sauver l'Europe comme ils l'ont déjà fait trois fois au cours du siècle dernier. Peut-être que vers la fin du 21^e siècle, les historiens parleront de la doctrine Obama : « L'Europe aux Européens ». Certes, l'Europe est confrontée à une multitude de dangers ; néanmoins, ces dangers ne sont pas directement perceptibles, ils sont difficiles à véhiculer et souvent pas de nature militaire. Il y a donc une question qui ne se pose pas seulement en Suisse, même si les Suisses se sont prononcés de façon impressionnante en faveur du service militaire obligatoire : la défense au 21^e siècle - qu'est-ce que cela veut dire ? Mais il se peut que cette question se pose même plus intensément pour la Suisse parce que c'est une question nationale, pendant que les membres de l'OTAN et de l'EU peuvent référer à des appréciations et obligations internationales pour justifier leurs efforts de défense. Du point de vue stratégique, l'Allemagne et l'OTAN vont garder leur orientation défensive. Pour l'Allemagne cela résulte déjà de l'article 26 de la loi fondamentale qui interdit des guerres offensives. Néanmoins, une stratégie défensive n'inclut jamais le renoncement à la capacité d'actions offensives au niveau opérationnel. Ce principe entraîne donc d'établir des forces armées très mobiles et rapidement disponibles, de les former et de les commander dans des opérations, de leur donner la capacité d'une projection rapide et d'un emploi mondial dans un spectre de missions qui s'étend des actions de combat intenses dans des conditions d'une « guerre d'informations » jusqu'à l'aide humanitaire, ainsi que l'aptitude de mener de telles actions pendant une longue période. Pour l'ensemble des forces de sécurité, c'est-à-dire pour le militaire, la police, les services de renseignement et les services d'aide en cas de catastrophe, cela signifie une coopération très étroite et la capacité d'assumer toutes les tâches nécessaires pour maintenir l'ordre public dans des régions qui n'ont pas de système d'état fonctionnant. Aujourd'hui, la défense exige la combinaison de toutes les forces de sécurité et une direction ponctuelle et interministérielle qui inclut l'ensemble d'un état. Cette direction s'étend de la protection en cas de catastrophes humanitaires et naturelles, en passant par la lutte contre la criminalité organisée (aussi internationale) jusqu'à la protection contre les effets des armes NBC, des attaques aériennes et des attaques venant de l'internet. Tous les états européens doivent se livrer à cette mission et, en conséquence, ils doivent réviser leurs forces et organisations nationales et les adapter, le cas échéant.

